Des voix: Bravo!

M. Clark: Aucun comptable ne voyagerait en Jetstar.

* * *

[Français]

LES RELATIONS FÉDÉRALES-PROVINCIALES

ON DEMANDE AU PREMIER MINISTRE S'IL RECONNAÎT AU QUÉBEC LE DROIT À L'AUTODÉTERMINATION

M. René Matte (Champlain): Monsieur le président, ma question s'adresse au très honorable premier ministre.

Compte tenu de la très mauvaise impression qu'a laissée à l'ensemble des Canadiens, plus particulièrement aux Québécois, l'attitude du très honorable premier ministre et de certains membres de son cabinet relativement aux récentes élections du Québec, est-ce que le premier ministre dirait à la Chambre s'il reconnaît à chacune des entités canadiennes le droit à l'autodétermination, tel que le reconnaît la Charte des Nations Unies?

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Monsieur le président, la question telle que posée semble indiquer que chaque province est un peuple distinct qui a droit à son autodétermination. Si j'interprète bien les prémisses de la question, il me semble que ce raisonnement est complètement contradictoire à notre système. Il n'y a pas, que je sache, à l'intérieur du Canada, une dizaine de provinces qui prétendent être des peuples, et qui prétendent avoir droit à l'autodétermination.

Si le député par ailleurs prétendait que son raisonnement s'appliquerait à la seule province de Québec, qui serait un peuple, je lui pose la question. Si le Canada était divisible, pourquoi la province de Québec ne le serait-elle pas? Y a-t-il à l'intérieur du Québec plus qu'un peuple comme, prétend-il, il y a à l'intérieur du Canada plus qu'un peuple? S'il peut donner la réponse à ces questions, j'aimerais bien qu'il pose une question supplémentaire.

M. Matte: Monsieur le président, je désire poser une question supplémentaire.

Je suis bien honoré que le premier ministre daigne me poser une question. Il me ferait bien plaisir de lui répondre, mais je pense que, selon le Règlement, c'est plutôt lui qui doit répondre aux questions. De toute façon, les 6 et 7 novembre dernier, il me semble que le très honorable premier ministre aurait dû comprendre exactement ce que je voulais dire. J'aimerais donc demander au très honorable premier ministre de dire, comme il l'a répété à maintes reprises, de quelle façon démocratique il entend contrer les aspirations du Québec à l'indépendance?

M. l'Orateur: A l'ordre, il s'agit là d'une question hypothétique.

Questions orales

● (1430)

[Traduction]

L'ADMINISTRATION FÉDÉRALE

LE MOTIF DE L'ABSENCE DE MESURES TENDANT À LA MISE EN ŒUVRE DES RECOMMANDATIONS DU COMITÉ DES COMPTES PUBLICS

Le très hon. J. G. Diefenbaker (Prince-Albert): Monsieur l'Orateur, je suis certain que la Chambre aura écouté avec grand intérêt l'opinion du premier ministre sur le Parlement, cette institution qu'il n'a cessé de piétiner depuis . . .

Des voix: Oh, oh!

Des voix: Bravo!

M. Diefenbaker: J'ai été vivement intéressé lorsqu'il a dit que les comptables agréés avaient des opinions différentes . . .

Une voix: La question!

M. Diefenbaker: . . . de celles des députés. Un homme occupant le poste de . . .

Des voix: Règlement!

M. l'Orateur: A l'ordre. Si le très honorable député de Prince-Albert a une question à poser, aurait-il l'obligeance de le faire immédiatement?

Des voix: Bravo!

M. Diefenbaker: Je siège ici depuis longtemps . . .

Des voix: Oh, oh!

M. Diefenbaker: J'ai constaté que la vérité chemine lentement, surtout lorsqu'elle s'adresse à des personnes stupides.

Des voix: Bravo!

M. Diefenbaker: Le poste qu'occupe M. Macdonnell ne l'oblige-t-il pas à rendre des comptes au Parlement et ne lui confère-t-il pas le droit de le dire lorsque le gouvernement ou un quelconque organisme de l'État font fausse route? Prétend-il qu'une personne occupant le poste de M. Macdonnell n'a pas ce droit? Je lui demande donc pourquoi, puisqu'il considère depuis des années les députés comme des nullités et encore pire, n'a-t-il pas obligé le gouvernement à adopter les 150 recommandations formulées par un comité composé de députés? Pourquoi ces recommandations sont-elles traitées avec le mépris suprême qu'il témoigne toujours envers le Parlement?

Des voix: Bravo!

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Monsieur l'Orateur, j'ai l'impression que la question cache des arrière-pensées. Le député donne à entendre que je foule aux pieds les droits du Parlement mais j'ai l'impression que neuf fois sur dix lorsqu'il prend la parole pour poser une question il fait fi lui-même du Règlement de la Chambre.

Des voix: Bravo!

Des voix: Quelle honte!